

Comité permanent du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques

Vingt-neuvième session
Genève, 27 – 31 mai 2013

LIEN ENTRE LE SYSTÈME DE LA HAYE CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS ET LE PROJET DE TRAITÉ SUR LE DROIT DES DESSINS ET MODÈLES

Document établi par le Secrétariat

INTRODUCTION

1. À sa vingt-huitième session tenue à Genève du 10 au 14 décembre 2012, le Comité permanent du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques (ci-après dénommé “comité permanent” ou “SCT”) a prié le Secrétariat d'établir un document décrivant le lien entre le système de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (ci-après dénommé “système de La Haye”) et le projet de traité sur le droit des dessins et modèles (ci-après dénommé “projet de traité”).
2. Comme suite à cette demande, le Secrétariat a établi le présent document, qui se divise en deux chapitres. Le chapitre I donne une vue d'ensemble de la nature et des objectifs du projet de traité et du système de La Haye. Le chapitre II quant à lui décrit le lien entre le projet de traité et l'Arrangement de La Haye.

I. NATURE ET OBJECTIFS DU PROJET DE TRAITÉ ET DU SYSTÈME DE LA HAYE

Projet de traité

3. Le projet de traité sur le droit des dessins et modèles concerne un éventuel nouveau traité international sur les formalités et procédures relatives aux dessins et modèles industriels. Il s'accompagne d'un projet de règlement d'exécution (ci-après dénommé “règlement d'exécution”).

4. Comme chacun sait, tout créateur cherchant à faire protéger ses dessins et modèles industriels doit accomplir des formalités et suivre certaines procédures. Ces formalités et ces procédures sont souvent complexes et peuvent varier d'un pays à l'autre. L'objectif du projet de traité est de créer un cadre juridique dynamique et prévisible qui permette la simplification et l'harmonisation des formalités et procédures relatives aux dessins et modèles industriels définies par les offices nationaux ou régionaux. Le projet de traité ne vise pas à créer un ensemble unique d'exigences standard, mais plutôt un ensemble d'exigences maximales pouvant être appliquées par les offices des parties contractantes.

5. Le projet de traité prévoit notamment

- i) un ensemble maximal d'exigences concernant les demandes d'enregistrement ou d'octroi de protection pour un dessin ou modèle industriel, ainsi que les demandes d'inscription d'une licence ou d'un changement de titulaire;
- ii) une liste maximale des conditions exigées aux fins de l'obtention d'une date de dépôt;
- iii) un délai de grâce pour le dépôt à la suite de la divulgation du dessin ou modèle industriel;
- iv) un mécanisme permettant de modifier ou de diviser une demande comprenant deux ou plusieurs dessins ou modèles industriels;
- v) des mécanismes permettant d'éviter la perte non intentionnelle de droits en cas d'inobservation des délais.

6. Le projet de traité ne contient pas de définition de "dessin ou modèle industriel" et ne vise pas à harmoniser les différents aspects du droit matériel des dessins et modèles.

Système de La Haye

7. Le système de La Haye est régi par l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (ci-après dénommé "Arrangement de La Haye"), traité international administré par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). À l'heure actuelle, l'Arrangement de La Haye compte 60 parties contractantes. La liste des parties prenantes de l'Arrangement de La Haye figure à l'annexe de ce document.

8. L'Arrangement de La Haye se fonde sur trois actes indépendants, à savoir l'Acte de Londres (1934), l'Acte de La Haye (1960) et l'Acte de Genève (1999). Compte tenu du gel de l'application de l'Acte de 1934¹ et de la diminution considérable de l'activité d'enregistrement en vertu de l'Acte de 1960², le présent document portera essentiellement sur l'Acte de 1999 (également dénommé "Acte de Genève") et le règlement d'exécution commun à l'Acte de 1999 et l'Acte de 1960 de l'Arrangement de La Haye (ci-après dénommé "règlement d'exécution commun").

9. L'Acte de Genève prévoit un mécanisme centralisé et uniformisé pour l'enregistrement des dessins et modèles industriels dans plusieurs pays ou organisations internationales qui sont membres de l'Acte de Genève (ci-après dénommés "parties contractantes"). Ce mécanisme permet aux déposants d'obtenir une protection pour leurs dessins et modèles industriels dans les parties contractantes de leur choix, moyennant le dépôt auprès du Bureau international de l'OMPI d'une demande unique remplissant un ensemble de conditions et rédigée en une seule langue, et le paiement d'une seule série de taxes dans une seule monnaie (francs suisses).

¹ Depuis le 1^{er} janvier 2010. Voir le document H/A/28/3.

² Voir les documents H/LD/WG/1/4 et H/LD/WG/2/5.

L'Acte de Genève permet également, moyennant l'accomplissement d'une formalité unique auprès du Bureau international, d'inscrire dans un registre centralisé, le registre international, tout renouvellement ou changement ultérieur concernant une demande ou un enregistrement international, tel qu'un changement de titulaire.

10. En substance, la procédure d'enregistrement selon l'Acte de Genève peut être résumée comme suit. Le déposant dépose une demande internationale dans laquelle il indique les parties contractantes dans lesquelles la protection est souhaitée. Cette demande internationale est généralement déposée directement auprès du Bureau international, qui est chargé de procéder à un examen formel afin de vérifier la conformité de la demande avec les exigences de forme prescrites. Si la demande est conforme, le Bureau international l'inscrit au registre international en tant qu'enregistrement international, puis publie l'enregistrement international dans le *Bulletin des dessins et modèles internationaux*. Cette publication s'effectue électroniquement sur le site Internet de l'OMPI et fait office de notification aux parties contractantes désignées. À compter de la date de l'enregistrement, l'enregistrement international produit dans chaque partie contractante désignée les mêmes effets qu'une demande de protection nationale régulièrement déposée en vue de l'obtention de la protection du dessin ou modèle industriel en vertu de la législation de cette partie contractante³.

Il incombe à chaque office d'octroyer ou de refuser la protection à l'égard d'un ou plusieurs des dessins ou modèles industriels contenus dans l'enregistrement international, sur la base, le cas échéant, d'un examen de fond réalisé conformément à sa législation nationale. Tout refus de la protection doit être notifié au Bureau international dans un délai de six à 12 mois à compter de la date de publication de l'enregistrement international. Si la protection n'est pas refusée dans une partie contractante désignée, ou en cas de retrait d'un refus, l'enregistrement international produit les mêmes effets que l'octroi de la protection, en vertu de la législation de cette partie contractante. Un enregistrement international est valable pour une durée initiale de cinq ans et peut être renouvelé pour au moins deux périodes supplémentaires de cinq ans.

11. L'Acte de Genève ne contient pas de définition de "dessin ou modèle industriel" et ne vise pas à harmoniser la législation en matière de dessins et modèles industriels des parties contractantes. Néanmoins, étant donné le caractère contraignant de certaines dispositions de l'Arrangement de La Haye, par exemple en ce qui concerne la durée de la protection, il est possible que les parties contractantes qui souhaitent adhérer à l'Arrangement de La Haye, ou le ratifier, doivent modifier leur législation. Il s'ensuit que l'Arrangement de La Haye peut avoir un effet d'harmonisation sur la législation des parties contractantes de cet arrangement.

II. LIEN ENTRE LE PROJET DE TRAITÉ ET L'ARRANGEMENT DE LA HAYE

Les exigences prévues par le projet de traité sont indépendantes de celles prévues par l'Arrangement de La Haye

12. Même si l'objet du projet de traité et celui de l'Arrangement de La Haye diffèrent, comme indiqué au chapitre précédent, ces deux instruments définissent des exigences en ce qui concerne le contenu de la demande⁴ et le contenu d'une demande d'inscription de certains changements. Ces exigences sont définies de manière indépendante par chacun des instruments. Cela signifie que les exigences définies dans le projet de traité ne renvoient pas aux dispositions de l'Arrangement de La Haye. Par conséquent, les exigences définies dans le

³ Article 14.1) de l'Acte de Genève.

⁴ Dans le projet de traité, les exigences sont définies à l'égard des demandes nationales ou régionales dans les parties contractantes; dans l'Arrangement de La Haye, les exigences sont définies à l'égard d'une "demande internationale" déposée généralement auprès du Bureau international de l'OMPI.

projet de traité ne correspondent pas toujours à celles définies dans l'Arrangement de La Haye⁵. De plus, toute modification apportée aux exigences prévues par l'Arrangement de La Haye est sans effet sur les exigences prévues par le projet de traité.

13. Cela s'explique par le fait que les exigences prévues par le projet de traité ont été fixées dans le cadre d'un processus visant à recenser les domaines de convergence et les tendances communes entre les États membres du SCT (voir les documents SCT/21/4, 22/6 et 23/5), qui ne sont pas tous membres de l'Arrangement de La Haye.

14. Une démarche similaire a été suivie en ce qui concerne le Traité sur le droit des marques (TLT) et le Traité de Singapour sur le droit des marques (STLT), où les exigences relatives au contenu de la demande et au contenu d'une demande d'inscription de certains changements sont fixées indépendamment des exigences correspondantes prévues par l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et le Protocole relatif à cet arrangement.

15. À l'inverse, le Traité sur le droit des brevets (PLT) renvoie aux dispositions du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) en ce qui concerne les exigences relatives à la forme ou au contenu d'une demande et au contenu de la requête, entre autres, de sorte que les exigences prévues par le PLT soient totalement en conformité avec celles prévues par le PCT. En outre, toute révision ou modification du PCT qui est compatible avec les articles du PLT est applicable aux fins du PLT et de son règlement d'exécution si l'assemblée du PLT en décide ainsi, dans le cas considéré, à la majorité des trois quarts des votes exprimés (article 16 du PLT).

16. Ce lien entre le PLT et le PCT peut s'expliquer par le fait que le PCT comptait de nombreux membres au moment de l'adoption du PLT. Étant donné que le PCT prévoyait déjà des exigences formelles uniformisées pour les demandes internationales de brevet, et que ces exigences étaient déjà appliquées par plus de 100 membres du PCT, il a été décidé d'adopter, dans le PLT, les dispositions du PCT et de son règlement d'exécution, de même que les instructions administratives du PCT, le cas échéant, pour éviter de créer des exigences nouvelles ou différentes⁶.

Aucun lien formel entre le projet de traité et l'Arrangement de La Haye

17. Il n'y a aucun lien formel entre le projet de traité et l'Arrangement de La Haye. Il convient de noter, en particulier, qu'un État ou une organisation intergouvernementale qui remplit les conditions énoncées à l'article 25 du projet de traité n'est pas tenu d'adhérer à un ou plusieurs des actes de l'Arrangement de La Haye ou de le(s) ratifier pour pouvoir adhérer au traité ou le ratifier. De même, tout État ou, selon l'Acte de Genève, toute organisation intergouvernementale qui remplit les conditions prévues par l'acte pertinent de l'Arrangement de La Haye pour être considéré comme partie contractante peut adhérer à cet acte de l'Arrangement de La Haye ou le ratifier sans devoir adhérer au traité ou le ratifier.

18. En outre, le projet de traité et l'Arrangement de La Haye n'imposent à leurs parties contractantes respectives aucune des obligations prévues par l'autre traité. Par exemple, les parties contractantes du traité qui ne sont pas des parties contractantes de l'Acte de Genève ne seraient pas tenues de donner effet aux demandes internationales déposées en vertu de l'Acte

⁵ Dans la pratique, il y a peu de différences entre les exigences concernant le contenu de la demande et le contenu d'une demande d'inscription de certains changements prévues par le projet de traité, d'une part, et par l'Arrangement de La Haye (Acte de Genève) d'autre part.

⁶ Voir la publication de l'OMPI n° L450PLT(F), intitulée "Qu'est-ce que le PLT?".

de Genève ou à des enregistrements internationaux effectués en vertu de cet acte. De même, les parties contractantes de l'Acte de Genève qui ne sont pas des parties contractantes du traité ne seraient pas tenues d'appliquer les dispositions du traité.

III. CONCLUSION

19. Le présent document donne d'abord une vue d'ensemble des principales caractéristiques du projet de traité et de l'Arrangement de La Haye. Il est rappelé que, à la fois le projet de traité et l'Arrangement de La Haye traitent des formalités et des procédures relatives aux dessins et modèles industriels. Néanmoins, tandis que le projet de traité vise à simplifier et à harmoniser les formalités et procédures relatives aux dessins et modèles industriels prévues par les offices nationaux ou régionaux, afin de réduire les disparités entre les futures parties contractantes, l'Arrangement de La Haye prévoit, lui, un mécanisme centralisé et uniformisé, à l'échelle internationale, pour l'enregistrement des dessins et modèles industriels.

20. Ce document décrit ensuite le lien entre le projet de traité et l'Arrangement de La Haye. Même si les deux instruments définissent des exigences relatives au contenu de la demande et au contenu d'une demande d'inscription de certaines modifications, celles-ci sont définies de manière indépendante. Par conséquent, les exigences prévues par un instrument et celles prévues par l'autre instrument peuvent différer. En outre, les changements apportés aux exigences prévues par un instrument sont sans effet sur celles prévues par l'autre instrument.

21. Le chapitre II indique également qu'il n'existe aucun lien formel entre le projet de traité et l'Arrangement de La Haye, ce qui signifie qu'aucune des obligations prévues par l'un des actes de l'Arrangement de La Haye ne pourrait être imposée aux parties contractantes du traité, et inversement.

22. En conclusion, si le traité était adopté, il y aurait effectivement deux traités administrés par l'OMPI régissant les formalités et procédures relatives aux dessins et modèles industriels, à savoir l'Arrangement de La Haye et le traité sur le droit des dessins et modèles, mais il n'y aurait aucun lien formel ou direct entre ces deux instruments. L'Arrangement de La Haye et le traité viseraient des objectifs distincts, ils seraient totalement autonomes et indépendants l'un de l'autre, et l'un ne prévaudrait sur l'autre.

23. Le SCT est invité à examiner le présent document.

[L'annexe suit]

7. Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels¹

Arrangement de La Haye (1925),
révisé à Londres (1934) et à La Haye (1960)² (complété par l'Acte additionnel de Monaco (1961))³,
l'Acte complémentaire de Stockholm (1967) et le Protocole de Genève (1975)⁴, et modifié en 1979),
et Acte de Genève (1999)
(Union de La Haye)

Situation le 15 janvier 2013

État/OIG	Date à laquelle l'État/OIG est devenu partie à l'Arrangement	Date à laquelle l'État est devenu partie à l'Acte de Londres	Date à laquelle l'État est devenu partie à l'Acte de La Haye ³	Date à laquelle l'État est devenu partie à l'Acte complémentaire de Stockholm	Date à laquelle l'État/OIG est devenu partie à l'Acte de Genève
Albanie	19 mars 2007	—	19 mars 2007	19 mars 2007	19 mai 2007
Allemagne	1 ^{er} juin 1928	13 juin 1939 ⁵	1 ^{er} août 1984	27 septembre 1975	13 février 2010
Arménie	13 juillet 2007	—	—	—	13 juillet 2007
Azerbaïdjan	8 décembre 2010	—	—	—	8 décembre 2010
Belgique ⁶	1 ^{er} avril 1979	—	1 ^{er} août 1984	28 mai 1979	—
Belize	12 juillet 2003	—	12 juillet 2003	12 juillet 2003	—
Bénin	2 novembre 1986	2 novembre 1986	2 novembre 1986	2 janvier 1987	—
Bosnie-Herzégovine	24 décembre 2008	—	—	—	24 décembre 2008
Botswana	5 décembre 2006	—	—	—	5 décembre 2006
Bulgarie	11 décembre 1996	—	11 décembre 1996	11 décembre 1996	7 octobre 2008
Côte d'Ivoire	30 mai 1993	30 mai 1993	30 mai 1993	30 mai 1993	—
Croatie	12 février 2004	—	12 février 2004	12 février 2004	12 avril 2004
Danemark	9 décembre 2008	—	—	—	9 décembre 2008 ⁷
Egypte	1 ^{er} juillet 1952	1 ^{er} juillet 1952	—	—	27 août 2004
Espagne	1 ^{er} juin 1928	2 mars 1956 ⁸	—	—	23 décembre 2003
Estonie	23 décembre 2003	—	—	—	23 décembre 2003
Ex-République yougoslave de Macédoine	18 mars 1997	—	18 mars 1997	18 mars 1997	22 mars 2006
Finlande	1 ^{er} mai 2011	—	—	—	1 ^{er} mai 2011
France ⁹	20 octobre 1930	25 juin 1939 ¹⁰	1 ^{er} août 1984	27 septembre 1975	18 mars 2007
Gabon	18 août 2003	—	18 août 2003	18 août 2003	—
Géorgie	1 ^{er} août 2003	—	1 ^{er} août 2003	1 ^{er} août 2003	23 décembre 2003
Ghana	16 septembre 2008	—	—	—	16 septembre 2008
Grèce	18 avril 1997	—	18 avril 1997	18 avril 1997	—
Hongrie ¹¹	7 avril 1984	—	1 ^{er} août 1984	7 avril 1984	1 ^{er} mai 2004
Islande	23 décembre 2003	—	—	—	23 décembre 2003
Italie	13 juin 1987	—	13 juin 1987	13 août 1987	—
Kirghizistan	17 mars 2003	—	17 mars 2003	17 mars 2003	23 décembre 2003
Lettonie	26 juillet 2005	—	—	—	26 juillet 2005
Liechtenstein	14 juillet 1933	28 janvier 1951 ¹²	1 ^{er} août 1984	27 septembre 1975	23 décembre 2003
Lituanie	26 septembre 2008	—	—	—	26 septembre 2008
Luxembourg ⁶	1 ^{er} avril 1979	—	1 ^{er} août 1984	28 mai 1979	—
Mali	7 septembre 2006	—	7 septembre 2006	7 septembre 2006	—
Maroc	20 octobre 1930	21 janvier 1941 ¹³	13 octobre 1999	13 octobre 1999	—
Monaco	29 avril 1956	29 avril 1956 ¹⁴	1 ^{er} août 1984	27 septembre 1975	9 juin 2011
Mongolie	12 avril 1997	—	12 avril 1997	12 avril 1997	19 janvier 2008
Monténégro	3 juin 2006	—	3 juin 2006	3 juin 2006	5 mars 2012
Namibie	30 juin 2004	—	—	—	30 juin 2004
Niger	20 septembre 2004	—	20 septembre 2004	20 septembre 2004	—
Norvège	17 juin 2010	—	—	—	17 juin 2010
Oman	4 mars 2009	—	—	—	4 mars 2009
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	16 septembre 2008	—	—	—	16 septembre 2008
Pays-Bas ⁶	1 ^{er} avril 1979	—	1 ^{er} août 1984 ¹⁵	28 mai 1979 ¹⁵	—
Pologne	2 juillet 2009	—	—	—	2 juillet 2009
République arabe syrienne	7 mai 2008	—	—	—	7 mai 2008
République de Moldova	14 mars 1994	—	14 mars 1994	14 mars 1994	23 décembre 2003
République populaire démocratique de Corée	27 mai 1992	—	27 mai 1992	27 mai 1992	—
Roumanie	18 juillet 1992	—	18 juillet 1992	18 juillet 1992	23 décembre 2003
Rwanda	31 août 2011	—	—	—	31 août 2011
Sao Tomé-et-Principe	8 décembre 2008	—	—	—	8 décembre 2008
Sénégal	30 juin 1984	30 juin 1984	1 ^{er} août 1984	30 juin 1984	—

- 18 -

(suite)

7. Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels¹

Arrangement de La Haye (1925),
révisé à Londres (1934) et à La Haye (1960)² (complété par l'Acte additionnel de Monaco (1961))³,
l'Acte complémentaire de Stockholm (1967) et le Protocole de Genève (1975)⁴, et modifié en 1979),
et Acte de Genève (1999)
(Union de La Haye)

État/OIG	Date à laquelle l'État/OIG est devenu partie à l'Arrangement	Date à laquelle l'État est devenu partie à l'Acte de Londres	Date à laquelle l'État est devenu partie à l'Acte de La Haye ²	Date à laquelle l'État est devenu partie à l'Acte complémentaire de Stockholm	Date à laquelle l'État/OIG est devenu partie à l'Acte de Genève
Serbie ¹⁶	30 décembre 1993	—	30 décembre 1993	30 décembre 1993	9 décembre 2009
Singapour	17 avril 2005	—	—	—	17 avril 2005
Slovénie	13 janvier 1995	—	13 janvier 1995	13 janvier 1995	23 décembre 2003
Suisse	1 ^{er} juin 1928	—	1 ^{er} août 1984	27 septembre 1975	23 décembre 2003
Suriname	25 novembre 1975	25 novembre 1975	1 ^{er} août 1984	23 février 1977	—
Tadjikistan	21 mars 2012	—	—	—	21 mars 2012
Tunisie	20 octobre 1930	4 octobre 1942 ¹⁷	—	—	13 juin 2012
Turquie	1 ^{er} janvier 2005	—	—	—	1 ^{er} janvier 2005
Ukraine	28 août 2002	—	28 août 2002	28 août 2002	23 décembre 2003
Union européenne	1 ^{er} janvier 2008	—	—	—	1 ^{er} janvier 2008
(Total : 60)	(60)	(12)	(34)	(34)	(45)

¹ L'Acte de Genève (1999) de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels a été adopté le 2 juillet 1999. L'Acte de Genève est entré en vigueur le 23 décembre 2003.

² Le Protocole de l'Acte de La Haye (1960) n'est pas encore entré en vigueur. Les États suivants ont ratifié ce Protocole ou y ont adhéré : Allemagne, Belgique, France, Italie, Liechtenstein, Maroc, Monaco, Pays-Bas et Suisse.

³ L'Acte additionnel de Monaco (1961) est entré en vigueur pour les États suivants à partir des dates indiquées : Allemagne (1^{er} décembre 1962), Espagne (31 août 1969), France (1^{er} décembre 1962), Liechtenstein (9 juillet 1966) et Monaco (14 septembre 1963).

⁴ Conformément aux dispositions de son article 11.2a), le Protocole de Genève a cessé d'avoir effet le 1^{er} août 1984; toutefois, comme prévu par l'article 11.2b) dudit Protocole, les États liés par le Protocole à partir des dates indiquées (Allemagne (26 décembre 1981), Belgique (1^{er} avril 1979), France (18 février 1980), Hongrie (7 avril 1984), Liechtenstein (1^{er} avril 1979), Luxembourg (1^{er} avril 1979), Monaco (5 mars 1981), Pays-Bas (1^{er} avril 1979), Sénégal (30 juin 1984), Suisse (1^{er} avril 1979) et Suriname (1^{er} avril 1979)) ne sont pas relevés de leurs obligations telles qu'elles découlent du Protocole en ce qui concerne les dessins ou modèles industriels dont la date de dépôt international est antérieure au 1^{er} août 1984.

⁵ L'Allemagne a notifié, le 16 août 2010, son acceptation d'extinction de l'Acte de Londres (1934). L'extinction de l'Acte de Londres prendra effet trois mois après que le directeur général de l'OMPI aura reçu la dernière des notifications d'acceptation requises.

⁶ Les territoires en Europe de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas doivent être considérés comme un seul pays pour l'application de l'Arrangement de La Haye.

⁷ Non applicable aux îles Féroé mais applicable au Groenland à compter du 11 janvier 2011.

⁸ L'Espagne a notifié, le 18 septembre 2012, son acceptation d'extinction de l'Acte de Londres (1934). L'extinction de l'Acte de Londres prendra effet trois mois après que le directeur général de l'OMPI aura reçu la dernière des notifications d'acceptation requises.

⁹ Y compris les départements et territoires d'outre-mer.

¹⁰ La France a notifié, le 20 septembre 2010, son acceptation d'extinction de l'Acte de Londres (1934). L'extinction de l'Acte de Londres prendra effet trois mois après que le directeur général de l'OMPI aura reçu la dernière des notifications d'acceptation requises.

¹¹ Avec la déclaration aux termes de laquelle la Hongrie ne se considère pas liée par le Protocole annexé à l'Acte de La Haye (1960). L'Acte de Londres n'est plus en vigueur à l'égard de la Hongrie depuis le 1^{er} février 2005.

¹² Le Liechtenstein a notifié, le 13 décembre 2010, son acceptation d'extinction de l'Acte de Londres (1934). L'extinction de l'Acte de Londres prendra effet trois mois après que le directeur général de l'OMPI aura reçu la dernière des notifications d'acceptation requises.

- 19 -

(suite)

7. Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels¹

Arrangement de La Haye (1925),
révisé à Londres (1934) et à La Haye (1960)² (complété par l'Acte additionnel de Monaco (1961))³,
l'Acte complémentaire de Stockholm (1967) et le Protocole de Genève (1975)⁴, et modifié en 1979),
et Acte de Genève (1999)
(Union de La Haye

¹³ Maroc a notifié, le 4 décembre 2012, son acceptation d'extinction de l'Acte de Londres (1934). L'extinction de l'Acte de Londres prendra effet trois mois après que le directeur général de l'OMPI aura reçu la dernière des notifications d'acceptation requises.

¹⁴ Monaco a notifié, le 9 mars 2011, son acceptation d'extinction de l'Acte de Londres (1934). L'extinction de l'Acte de Londres prendra effet trois mois après que le directeur général de l'OMPI aura reçu la dernière des notifications d'acceptation requises.

¹⁵ Ratification pour le Royaume en Europe.

¹⁶ La Serbie est l'État assurant la continuation de la Serbie-et-Monténégro à compter du 3 juin 2006.

¹⁷ La Tunisie a notifié, le 10 juin 2011, son acceptation d'extinction de l'Acte de Londres (1934). L'extinction de l'Acte de Londres prendra effet trois mois après que le directeur général de l'OMPI aura reçu la dernière des notifications d'acceptation requises.

[Fin de l'annexe et du document]